

leur salaire pour cinq ans, après avoir dépensé les sommes empruntées pour acheter des produits, les tablettes des magasins sont encore plus garnies qu'auparavant. La production est quasiment illimitée, alors que le pouvoir de dépenses l'est. C'est pour cette raison que la motion présentée par mon collègue de Shefford (M. Rondeau) est bien claire.

Cela peut en faire rire encore quelques-uns. On pourra peut-être rire pendant quelques années encore, mais on ne rira pas continuellement. On finira par comprendre l'importance d'opérer une réforme monétaire en profondeur et non pas changer des petits cinq cents pour des gros.

La motion se lit en partie comme il suit:

1. financer le capital public par des crédits avancés à leur coût nominal par la Banque du Canada et remboursables selon le taux de dépréciation des travaux accomplis;

2. distribuer un dividende national à chaque citoyen canadien en vue de leur assurer, au moins, à même la production canadienne, un minimum vital;

En 1962, je disais à la télévision et dans toutes mes assemblées publiques que le gouvernement devrait faire une expérience, qu'il devrait distribuer à chaque citoyen canadien la somme de \$100. Une famille de cinq personnes aurait reçu \$500 et une famille de 10 personnes, \$1000 de pouvoir d'achat, grâce à un dividende octroyé chaque mois, pour commencer. Cela aurait signifié que l'on aurait donné un crédit nouveau de l'ordre de deux milliards de dollars au peuple canadien. Après trois, quatre ou cinq mois, on aurait pu constater les réactions. Les marchands auraient vendu leurs produits et auraient été s'alimenter de nouveau chez les manufacturiers. Nous aurions vu surgir des industries nouvelles et des emplois nouveaux auraient été créés. Le gouvernement disait: C'est de la folie, c'est de la stupidité.

Actuellement, tous les gouvernements du Canada, provinciaux et fédéral, sont réunis à Ottawa et ils discutent de quoi? De finance. Une province n'est pas contente, l'autre non plus. Le gouvernement fédéral n'est pas satisfait. Or, tous ont le pouvoir de réformer le système financier.

Le système actuel n'est pas connu. Il n'est pas compris parce qu'on l'a caché aux gens qui, par exemple, s'imaginent quand ils se promènent à Ottawa, sur la rue Rideau, devant des succursales de banque on n'importe où ailleurs, qu'en allant s'ouvrir un compte d'épargne où ils déposeraient de l'argent pour lequel on leur paierait 7½ ou 7¾ p. 100 d'intérêt, qu'il s'agit de la sécurité de leur avenir.

Quels sont les députés qui savent—le député de Chambly (M. Pilon) le sait, lui, parce qu'il a été gérant de banque—que dès que j'entre dans une succursale de banque

pour ouvrir un compte d'épargne de \$1000 qui me rapporte 7½ p. 100 d'intérêt, ce compte d'épargne me rapporte à la fin de l'année \$75? C'est ça l'intérêt à 7½ p. 100!

Mais qui est au courant qu'au moment où j'ouvre un compte d'épargne dans une succursale de banque à charte, celle-ci, selon la loi fédérale, a le droit de prêter 14 fois plus que mon compte d'épargne? Elle a le droit de prêter \$14,000 à 9, 9½ et 10 p. 100 d'intérêt. Prenons l'intérêt à 10 p. 100. La banque encaissera \$1,400 de profit en intérêt sur le compte d'épargne de \$1,000 que j'ai ouvert. C'est là une exploitation honteuse du peuple canadien, de l'individu et des gouvernements dans notre pays.

Monsieur l'Orateur, tantôt, mon bon ami de Waterloo disait que les créditistes ne sont pas toujours gentils à l'endroit des néo-démocrates.

Récemment il m'a été donné de visiter l'Ouest du Canada, en compagnie de mon collègue de Shefford. Nous sommes allés en Alberta, en Saskatchewan et au Manitoba. Or, à ce moment-là, le nouveau parti démocratique tenait son congrès national à Winnipeg. Des gens de Toronto, de Montréal, de Vancouver, bref, de partout y étaient réunis. Alors, un bon soir, profitant d'un peu de temps libre, nous avons écouté les nouvelles de 11 heures à la télévision. Le chef du Nouveau parti démocratique (M. Douglas), de même que le leader parlementaire, le député d'York-Sud (M. Lewis), s'adressaient aux délégués et dénonçaient vertement, avec raison, l'influence américaine sur l'économie canadienne. Le député d'York-Sud, les deux poings en l'air, disait: Ces Américains ne doivent pas exploiter nos ressources nationales. Tout le monde dans l'assistance applaudissait. Tout le monde était convaincu que ces mauvais Américains ont trop de pouvoir sur nous, puis on applaudissait leur renvoi chez eux, en utilisant nos moyens pour développer nos richesses naturelles.

Le lendemain soir—tout le monde sait que le Nouveau parti démocratique forme le nouveau gouvernement du Manitoba, sous la direction d'un premier ministre qui siégeait dans cette enceinte—le premier ministre de cette province était d'accord avec le chef national et le chef parlementaire pour dire que les Américains ambitionnaient, que les Américains contrôlaient 85 p. 100 de notre économie nationale.

Mais le lendemain soir, à ma grande surprise et à ma grande stupéfaction—cela m'a renversé—j'entendais le ministre des Finances du nouveau gouvernement néo-démocrate du Manitoba dire à la télévision qu'il revenait d'un voyage aux États-Unis—où on l'avait